

Journée d'études Crape/Gripic/Rej au Celsa, le 1<sup>er</sup> juin 2007

***Dick May et la création de la première école de journalisme en France :  
le désir de régénérer la société par la science sociale et la presse***

*Travail en cours - une version plus complète sera publiée prochainement*

Vincent Goulet  
EHES/CSE  
Université de Bordeaux 3

A travers le portrait de Dick May, écrivaine et active propagandiste de la science sociale, cette communication propose d'esquisser une sociogenèse de la première école de journalisme fondée en France.

**Le contexte**

Le moment de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans une société française en mutation (qui se pense en termes de « crise ») :

Défaite de 1871

Scandale des chéquards de Panama (entre autres révélations de la vénalité de la presse et des collusions entre presse et hommes politiques)

Antisémitisme et affaire Dreyfus (société militaire, hiérarchisée, nationaliste contre société bourgeoise, « ouverte », libérale)

« Question sociale » et mouvement ouvrier (attentats anarchistes de 1893-94)

=> Demande sociale d'expertise et de prophétisme, besoin de renouveler le pacte républicain sur une base de progrès scientifique : « naissance » de la science sociale, à la fois politique, scientifique et morale (pas encore constituée en discipline strictement scientifique et académique et considérée par certains comme une « mode intellectuelle »).

**La conversion de Dick May à la science sociale**

Les dispositions et la trajectoire de Dick May, ses filiations intellectuelles, sont typiques de l'intérêt de certains membres de la petite bourgeoisie intellectuelle pour la science sociale et le journalisme.

Jeanne Weill est née en 1859 à Alger où son père, Michel Aaron Weill, occupe depuis 1846 le poste de grand rabbin du Consistoire d'Algérie. (Né en Moselle en 1814 et formé à l'école rabbinique de Metz, c'est un lettré à l'imposante bibliothèque qui lui transmettra ses deux principales ressources : le goût de la littérature et un solide réseau relationnel).

La famille Weill quitte l'Algérie en 1863 et revient s'installer dans l'Est de la France. Après la défaite de Sedan, ayant « choisi la France », elle est contrainte de déménager à nouveau et finit par se fixer définitivement à Paris en 1885.

Athée, elle se construit (comme Durkheim) contre la figure écrasante de son père, mais, née fille, elle ne bénéficie pas de l'Ecole comme moyen d'échapper à la religiosité familiale pour se réaliser intellectuellement, contrairement à son frère cadet Georges qui devient un brillant historien du socialisme.

Selon ce même frère, Jeanne « a eu de très bonne heure le rêve de devenir écrivain ». En 1889, juste après la mort de son père, elle se lance dans une carrière littéraire et semble y réussir rapidement : « en 1892 le nom de Dick May commence à être connu dans les bureaux de rédaction ». Elle publie nouvelles et feuilletons dans *l'Illustration*, *le Temps*, *le Journal des Débats*, *la Liberté*, dont certains sont repris en volume. Elle écrit en 1898 un roman, *l'Alouette* une pièce de théâtre, *Mère* qui sera jouée en 1911 au théâtre national de l'Odéon, sans rencontrer ni le succès public ni le succès critique.

Production littéraire, relativement abondante, mais peu de succès, ni de forts revenus.

Le style de ses œuvres (lyrique et sentimental), ses thématiques s'inscrivent dans son milieu social d'origine, la petite bourgeoisie intellectuelle, bien plus que dans le monde ouvrier.

Néanmoins cet accès au monde intellectuel par la littérature va durablement structurer son rapport à la science sociale, notamment par sa proximité avec des personnalités pourtant critiques vis-à-vis de la sociologie comme Charles Péguy ou le « romancier sociologue » Paul Bourget. D'abord socialisée comme écrivaine, Dick May révèle, par sa prose et ses ambiguïtés théoriques, l'articulation forte entre humanité et science, littérature et sociologie, qui toutes prétendent « écrire le social ».

Insister sur l'influence alors dominante du roman réaliste à caractère social (mode de la « littérature panoramique » et intérêt des romanciers pour les questions sociales depuis la monarchie de Juillet, exemple plus contemporain de E. Zola), sur le succès auprès de « l'opinion intellectuelle » des enquêtes de Villermé ou Baudrillard sur le paupérisme ouvrier qui ont été largement commentées dans la presse d'opinion.

Cependant, malgré la découverte, lorsqu'elle a vingt ans, de son cousinage avec Karl Marx (par sa mère), Dick May ne semble pas, avant la mort de son père, s'être particulièrement intéressée à la question sociale ni à la question ouvrière.

Son intérêt passionné pour la science sociale commence véritablement à partir de 1889, toujours après la mort de son père, lorsqu'elle rentre au service du Comte de Chambrun comme secrétaire particulière.

Le comte de Chambrun (1821-1899), est un aristocrate philanthrope, ancien député, propriétaire des cristalleries de Baccarat, catholique, sensible aux idées de justice sociale (il fut notamment en relation avec Tocqueville et Le Play).

Durant une nuit de maladie en 1891, il « se convertit à l'économie sociale »

« J'ai donc fait vœu d'économie sociale, me trouvant sur le grabat, et sur le pire des grabats de ma vie entière, le 25 janvier 1891. Que je fasse encore une bonne action avant de mourir. »

Et il n'a de cesse de créer des institutions assurant son développement : financement de chaires d'économie sociale à l'Ecole libre des sciences politiques, à la Faculté de droit et à la Sorbonne, mécénat de l'Alliance coopérative internationale de Charles Gide, création de prix récompensant les initiatives améliorant le sort des ouvriers, fondation en 1894 du Musée social, etc.

Dick May devient sa représentante auprès des différentes institutions avec lesquelles il traite et se fait ainsi connaître dans les sphères dirigeantes du monde universitaire, augmentant ainsi considérablement son capital social.

Sur un plan plus théorique, le comte de Chambrun l'initie à l'œuvre de Le Play (dont les disciples sont encore influents Rive gauche). D. May sera marqué par ce courant de pensée tout en étant parfois critique (notamment sur son « intempérance pour l'absolu ou encore son utilisation de la notion de « famille heureuse » comme famille typique).

Autre influence, celle de son jeune frère historien, Georges Weill. Spécialiste du mouvement ouvrier et des idées républicaines et socialistes, mais aussi du catholicisme social et libéral alors naissant.

Par ailleurs, Dick May fréquente dans les rédactions et dans les salons parisiens ceux qui allaient devenir « les dreyfusards », où elle prend conscience de la « crise morale » que traverse la France.

Dick May, qui obtient reconnaissance et influence dans le milieu intellectuel et universitaire où les idées républicaines et radical-socialistes sont dominantes, ne sera jamais tentée par les idées révolutionnaires. Elle se méfie des guesdistes et des autres partis organisés alors en concurrence pour représenter la classe ouvrière (broussistes, alemanistes), on ne lui connaît pas non plus de lien particulier avec Jaurès, ni un peu plus tard avec la SFIO.

Néanmoins, proximité avec le coopérativisme de Charles Gide, participation au mouvement des Universités Populaires et souci d'éviter toute forme d'élitisme, méfiance envers l'Etat, aspirations internationalistes, Dick May se maintient dans la matrice libertaire du socialisme français de Proudhon, Sorel ou Pelloutier.

=> La pensée politique de Dick May apparaît donc à la fois dispersée et tendue, travaillée par l'impossible articulation entre le socialisme modéré et « responsable » du radicalisme et les incendies verbaux de l'indignation libertaire. Refusant de prendre parti pour une classe contre une autre, incitée à la prudence et à la diplomatie dans ses entreprises institutionnelles, elle garde une foi toute positiviste en la science qui, par sa force intrinsèque, dépassera les oppositions sociales et défend une vision conciliatrice de la sociologie, sorte de sublimation des antagonismes sociaux par la science.

### **De l'enseignement de la science sociale à l'enseignement du journalisme**

Pour Dick May, pour transformer en profondeur la société, il faut donc diffuser par l'enseignement la science sociale. Elle participe ainsi en 1895 à la fondation du Collège libre des sciences sociales.

« Cette initiative fut le résultat d'une émotion personnelle, soulevée par la soudaine découverte de la grande iniquité sociale, - d'un goût personnel pour les essais de réparation sociale, - d'une passion malheureuse pour la métaphysique de ces essais, - et d'une curiosité appliquée à la recherche d'une science, d'une méthode et d'une pratique réparatrices ».

Cette mission réformatrice et morale de la science sociale est alors partagée par tous les sociologues, y compris par Durkheim, dont l'influence est grandissante dans la discipline.

On se souvient de la conclusion de sa thèse soutenue en 1893 sur *La division du travail social* : "Notre premier devoir actuellement est de nous faire une morale" ; ou de sa fameuse maxime selon laquelle la sociologie ne vaudrait pas une heure de peine si elle n'était que spéculative.

Mais si le positionnement politique et les intentions d'Emile Durkheim et de Dick May sont très proches, ils divergent sur les moyens de réaliser leurs objectifs et se trouvent objectivement en concurrence pour imposer leur modèle d'enseignement de la science sociale et, par là, leur conception de cette discipline et de son rôle dans la France de la III<sup>e</sup> République.

Pour Durkheim, la constitution de la sociologie doit nécessairement passer par le souci constant de la rigueur scientifique et méthodologique et l'inscription durable de la discipline dans le monde académique.

La stratégie de Dick May est de diffuser l'enseignement social au plus près de la population. Ainsi elle considère l'éclectisme théorique de la science sociale comme une force, voire comme la preuve pratique de sa vertu conciliatrice.

Ils s'opposent en 1900 en organisant deux congrès concurrents sur le thème de l'enseignement des sciences sociales dans le cadre de l'exposition universelle.

Le Collège est le premier établissement à proposer un enseignement systématique des sciences sociales, il est privé mais reçoit des subventions de l'Etat. Les cours proposés sont très variés, représentatifs des contours larges de la science sociale qui n'a pas encore un corps de méthodes précises et qui demeure fortement reliée aux idées politiques.

« Enquête, statistique et histoire », « Statistique du travail et de la richesse », « Démographie », « Procédés monographiques d'enquêtes » (par un disciple de Le Play), « Etudes ethniques et leurs méthodes », « Méthode historique appliquée aux sciences sociales », « Histoire des doctrines et de la législation sociales depuis la Révolution » (par Francis de Pressensé, rédacteur au journal *le Temps*), « Histoire des doctrines révolutionnaires », Cours sur Comte, Le Play et Marx (assurés par des spécialistes ou des disciples), un cours du socialiste non marxiste Charles Andler sur les « Doctrines sociales allemandes », un cours d'économie politique (donc libérale) assuré par l'ancien ministre Yves Guyot (alors rédacteur en chef du *Journal des Débats*), un cours intitulé « Socialisme théorique », assuré par Gustave Rouanet, député socialiste de Paris, un cours de « Sociologie catholique », par l'Abbé de Pascal, docteur en théologie.

Les « applications sociales » : « l'Hygiène sociale », « l'Assistance et la prévoyance sociale », les « Principes de la colonisation » (par un ancien gouverneur général de l'Indo-Chine) « les Bourses », « Législation ouvrière et industrielle comparée »

Des militants ouvriers viennent également parler de l'organisation ouvrière en France (les syndicats) et des associations ouvrières de production (les coopératives)

Cet éclectisme lui est reproché (on lui reproche d'accueillir le socialisme sous ses deux variantes, « confessionnelle et révolutionnaire, socialisme de *la Petite République* ou socialisme des Encycliques ») mais pour Dick May il est consubstantiel à cette science nouvelle, destinée à devenir une nouvelle forme des « Humanités » :

« L'enseignement social comprend – selon moi – tout ce qui détermine ou constitue la situation, les droits et les devoirs de l'homme vivant, ou destiné à vivre en société. ». Elle souhaite donc que « l'enseignement social cesse de s'isoler dans les chapelles où se débrouillent des terminaisons absconses entre initiés. [...] Il entre dans la conception générale de l'enseignement. Il en constitue la partie haute et véritablement « supérieure ». Le jour où

l'enseignement social serait organisé autrement que par une série d'essais fragiles ou isolés, ses limites seront précisées d'avance, et son rôle défini clairement : l'enseignement social aura mission de créer l'éducation générale à côté de l'instruction classique ou professionnelle ; elle unira par leurs parties supérieures toutes les divisions du travail scolaire ; il les associera dans une préparation commune et solidaire au travail social. »

Une autre façon « d'éduquer le peuple » est de recourir au vecteur de la presse. C'est dans cette optique qu'en 1899, Dick May crée une section journalisme au Collège (qui sera lancée réellement dans le cadre de la nouvelle école qu'elle crée en 1900, l'Ecole des Hautes Etudes Sociales suite à des dissensions avec l'équipe dirigeante du Collège.)

« L'Affaire » avait, une fois encore, montré l'influence de la presse dans la société française. Aussi, quand elle ouvre une École de Morale (destinée plus particulièrement aux animateurs des organisations ouvrières), Dick May songe immédiatement à lui adjoindre son corollaire, une Ecole de Journalisme, toujours dans l'idée de diffuser et populariser la science sociale. L'intention prosélyte est la même et s'inscrit dans un plan d'ensemble de vulgarisation de la discipline nouvelle. Devant le succès rapide de ces deux filières, elle s'écrit en 1899 “ D'ici à dix ans, nos étudiants auront couvert la France de missions laïques et transmis jusqu'au fond des provinces notre parole de vérité ”.

### **L'Ecole de Journalisme**

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le monde de la presse subit d'importantes transformations, souvent vécues sur le mode de la crise, du fait, d'une part, de son industrialisation et du triomphe des journaux populaires à un sou et, d'autre part, de la révélation de la vénalité de la presse d'opinion et de sa connivence avec le personnel politique.

Un nouveau style de journalisme, moins doctrinal, privilégiant le reportage et le fait-divers s'impose face à l'ancien modèle politique et littéraire.

Depuis ses origines particulièrement hétéronome, le champ journalistique doit en outre s'adapter aux récentes transformations politiques : avec l'adoption définitive du suffrage universel en 1875, le personnel politique de la Troisième République a moins besoin d'une presse élitiste et “ censitaire ” que d'une presse de masse, qui s'adresse à tous les électeurs du suffrage universel masculin, tandis que, avec le ralliement de l'Eglise à la République et le renforcement d'un courant socialiste parlementaire et réformiste, un consensus se forme pour euphémiser la lutte politique et en privilégier une approche électorale, morale, civique.

Les journalistes doivent donc reconsidérer leur fonction et leur place dans la société, ce qui se traduit par de nombreux débats dans les revues et journaux. En créant une formation au métier de journaliste, Dick May entend donc participer à ces débats et répondre aux préoccupations éthiques qui s'expriment dans la profession.

« L'école de Morale répondait à un besoin ; l'Ecole de Journalisme parut l'expression d'un devoir. Les polémiques furieuses de l'Affaire rappelaient à un grand nombre de mémoires les campagnes vénales du Panama. Des mercenaires ou des pirates, embusqués dans des feuilles de chantage, détroussaient moralement les passants désarmés. Le mensonge devenait une élégance. L'injure ne se distinguait plus que par sa grossièreté. Sauf, bien entendu, d'éclatantes exceptions, - à l'heure même où la démocratie, cherchant la notion du juste, prenait conscience de sa souveraineté, la presse, échappant aux compétences pratiques, tendaient à devenir un repaire

d'apaches et de décaqués. La fondation de l'Ecole de Journalisme, en novembre 1899, fut une tentative heureuse, je crois, dans son principe, de rééducation morale et professionnelle.

L'idée n'est pas tout à fait nouvelle, avant 1898, Albert Bataille avait tenté de créer une formation au journalisme au sein du Figaro (les journalistes devaient aborder la carrière avec un « bagage sérieux de connaissances et de solides garanties morales ») mais il mourut avant que le projet n'aboutisse.

Mais cette idée reste incongrue pour la grande majorité des journalistes pour qui le métier s'apprend exclusivement « sur le tas » (hostilité à toute forme de pédagogie rationalisée, conviction que l'écriture est avant tout un « don »).

Dans ce contexte difficile, Dick May cherche à investir son entreprise d'un fort capital symbolique et fait appel aux professionnels qu'elle connaît le mieux, c'est-à-dire ceux de la « grande presse parisienne », des journalistes reconnus de l'ancienne génération, au style « littéraire ». En mobilisant ses réseaux sociaux les plus immédiats, elle s'inscrit ainsi de fait dans une conception du journalisme influencée par le pôle conservateur du champ journalistique, ce qui va rentrer en contradiction avec son projet initial de réforme de la presse par le renouvellement social et pédagogique des jeunes journalistes.

On trouve ainsi, parmi les premiers enseignants de l'école, **Henri Fouquier** (1838-1901), un chroniqueur célèbre qui signe dans plusieurs journaux de tendances bien différentes, du *Temps* ou du *Figaro* (républicains modérés) à *l'Echo de Paris* (droite nationaliste) ou *le Gaulois* (monarchiste), ou encore dans *Gil Blas* (feuille littéraire et d'échos, volontiers grivoise). Cette « plume » n'est pas toujours moralement exemplaire : en février 1888, il fait une critique louangeuse d'un obscur littérateur dans le *Gil Blas* contre la somme de 1500 francs.

Autre personnalité qui soutient activement l'école et y enseigne, **Jules Clarétie** (1840-1913) est journaliste au *Temps* et auteur de romans et de pièces de théâtre, administrateur de la Comédie Française, élu à l'Académie. Ce républicain pour qui « la chronique, c'est l'histoire en déshabillé » est un habitué des théâtres et des salons, de cette « frange incertaine où se côtoient la bonne société et son envers ». Clarétie est en outre un des fondateurs de l'Association des journalistes parisiens en 1885, qui cherche à interdire la profession aux « amateurs ».

Parmi les autres représentants de cette presse « sérieuse » et doctrinale » qui participent au lancement de l'école on trouve également **Adolphe Brisson** (*Annales politiques et littéraires*), **Jean Cornély** (monarchiste et dreyfusard, échetier au *Figaro*), **Eugène Lautier** (chroniqueur de politique intérieure au *Temps*).

L'Ecole de Journalisme n'est pas une école au sens actuel du terme, mais plutôt lieu de formation assez ouvert où les étudiants viennent chercher des enseignements complémentaires, principalement sous forme de conférences plus ou moins pratiques.

Le cycle, qui dure deux ans, est sanctionné par des examens finaux mais ne fera l'objet d'un véritable diplôme qu'à partir de 1910.

Les cours pratiques concernent la rédaction, la « grande actualité », le reportage et l'interview, l'enquête à l'étranger ; des conférences ont pour thème la presse à l'étranger (Angleterre, Russie, Amérique) ou l'histoire de la presse depuis la Restauration. Charles Seignobos assure une « Histoire contemporaine traitée au point de vue du journalisme politique ». Un cours de législation de la presse est également au programme, ainsi qu'une initiation à la critique dramatique et à la critique musicale. Le cursus de journalisme ne propose pas de cours de sciences sociales, les étudiants étant invités à suivre ceux des autres filières de l'Ecole. A partir de la deuxième année, il y a davantage de travaux pratiques, d'exercices d'écriture, des visites « sur le terrain » comme à la Chambre et au Sénat.

Paradoxalement, dès l'origine, la science sociale trouve mal sa place dans l'enseignement de l'école, sans doute parce que l'écriture journalistique se distingue de plus en plus de l'écriture du social telle qu'elle pouvait être partagée dans le deuxième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle entre hommes de lettres, publicistes et « pré-sociologues ». Les élèves sont sans doute cependant encouragés à suivre les enseignements des autres sections, mais on voit là, déjà les signes d'une spécialisation.

Cette institution nouvelle, privée, n'est pas reconnue ni par l'Etat ni par la profession journalistique. Elle a, de plus, un positionnement problématique entre le pôle rénovateur du champ universitaire (autour de la Sorbonne Nouvelle) et le pôle conservateur du champ journalistique.

Dans le milieu de la presse, l'initiative suscite l'indifférence ou la moquerie : dessins moqueurs dans *L'Illustration* du 22 juillet 1899 (dans laquelle a pourtant publié Dick May) critique acerbe dans la livraison du 18 novembre 1899, au lendemain du premier cours d'Henri Fouquier :

« M. Fouquier lui-même, maître en ce métier difficile, a trop d'expérience et de sagacité pour s'illusionner sur l'utilité d'une école qui ne peut faire que double emploi avec les divers établissements classiques, primaires, secondaires, supérieurs où l'on apprend l'orthographe, la géographie et l'histoire, et qui, d'autre part, ne saurait suppléer par un enseignement théorique à l'éducation professionnelle qu'on n'acquiert que « sur le tas », comme disent les maçons, et en mettant la main à la pâte. Jusqu'à présent, en s'aventurant dans la carrière au petit bonheur, les apprentis de la presse n'avaient que des aspirations ; les élèves de la « boîte » spéciale – si toutefois elle a le temps d'en former, - en sortiront avec un mince bagage et des prétentions énormes. Et voilà pourquoi, je le crains, l'Ecole des journalistes risque fort d'être une nouvelle succursale de la grande Ecole des ratés. »

Si l'Ecole commence de manière satisfaisante, avec 47 élèves inscrits dès la première année, elle rencontre rapidement, de l'aveu même de Dick May, des difficultés d'organisation. Les effectifs stagnent en dessous de 140 auditeurs jusqu'en 1908.

En 1911, la situation est différente : « Le succès, bruyant et excessif au début, vacillant pendant plusieurs années, lui est revenu, élargi et, semble-t-il, durable, sous une direction énergique. » Cette « direction énergique » est celle d'Henri Guernut qui réorganise les enseignements en mettant l'accent sur les aspects pratiques et ce que l'on appellerait aujourd'hui « l'opérationnalité ».

Henri Guernut, 1876-1943, écrit dans la *Revue socialiste* et au *Prolétaire*. Dreyfusien, il s'engage dans la Ligue des Droits de l'Homme puis dans la politique. Il sera à l'initiative en 1935 de la loi qui reconnaît un statut professionnel aux journalistes.

La tonalité devient moins sociale, plus individuelle et plus perméable à la contrainte économique :

« Mais à cette heure qui lit le journal ? Tout le monde, le peuple travailleur, ignorant et pressé. Où ? Dans le métropolitain, entre la place de l'Étoile et le Châtelet ; à midi, au restaurant, pendant qu'il mange ; le soir rentré chez lui, dans les criailleries des marmots. Et le lit-il ? En vérité, il le parcourt. Qu'y cherche-t-il ? Des idées ? Non, des faits, des nouvelles toutes fraîches et toutes chaudes ; il veut être informé tout de suite après l'événement ; il voudrait l'être en même temps, il l'a été quelquefois avant.

A ce public nouveau convient une forme de journalisme nouvelle. Il faut que l'article soit court, réduit à l'indispensable ; il faut qu'il soit clair, que toutes les idées flottantes soient ramassées, concentrées en un foyer lumineux ; il faut qu'il soit net, à arêtes, sans effilés ni

franges ; il faut qu'il soit vif : c'est une obligation à présent d'être spirituel. Précisément parce qu'on est dévoré à la hâte, il faut trouver des titres sensationnels qui attirent et déjà renseignent, des sous-titres qui résument, des formules qui frappent, des mots qui piquent et des images qui fulgurent. Et avant tout, il faut aller vite, vite, et vite. A tout cela, nous nous essayons à l'Ecole, dans des exercices gradués, réels, sur les choses de l'actualité. » (H. Guernut, 1911)

Par ailleurs, l'Ecole de journalisme qui accueille 220 élèves en 1910, ne reçoit pas que des futurs journalistes, qui sont en fait minoritaires. La majorité des auditeurs sont des étudiants de France et de l'étranger qui se destinent à des carrières publiques, administratives ou politiques et qui, sans être journalistes, pourront être amenés un jour ou l'autre, à publier dans la presse.

Prenant à rebours le projet initial d'une professionnalisation du journalisme, l'Ecole dispense ainsi à de futurs hommes politiques et « leaders d'opinion » une connaissance générale du monde de la presse, de ses règles du jeu et des moyens de s'y faire entendre, par exemple par une préparation physique au discours et à l'art oratoire. L'enseignement ne s'adresse plus à de futurs journalistes concernés par la résolution de la « question sociale » mais à des prétendants aux charges électives. On s'éloigne ainsi de l'idéal des Universités Populaires qui a motivé à l'origine Dick May, qui organise d'ailleurs de plus en plus souvent des « goûters mondains » dans les murs d'une école qui se notabilise.

Alors que Henry Guernut prône l'adaptation aux formats courts et incisifs qui plaisent au populaire, un autre membre de l'équipe, Eugène Ripault, reprend dans la revue de l'Ecole, *Athena*, la vieille antienne sur la presse populaire qui corrompt les masses et la mission éducatrice que devrait mener la presse.

« La presse de son côté, contribuerait aisément et sans risque à l'opération nécessaire d'assainissement. Pour cela, que manque-t-il à tant de journaux populaires ? Un idéal. Résolument, il faudrait renoncer à encombrer les rubriques de reportages de récits oiseux ou malpropres. [Etc.] »

Ces contradictions apparentes révèlent l'indéfinition de la profession de journaliste et sa sujétion à des forces sociales (essentiellement politiques et économiques) qui limite ses velléités d'autonomisation. Ainsi, le débat récurrent sur le rôle de la presse porté par les responsables de l'Ecole de Journalisme sert principalement à justifier de manière incantatoire leur position dans le monde de la presse et le monde universitaire. Sans direction politique claire, dépourvue de l'aide financière de l'Etat, soumise aux contraintes économiques caractéristiques d'une formation qui doit trouver auprès de ses étudiants l'essentiel de son financement, l'Ecole de Journalisme devient progressivement une sorte d' « école de communication » généraliste qui recrute principalement dans le groupe des enfants de la classe dominante qui ont le moins réussi scolairement.

## **Conclusion**

### ***Les raisons de « l'échec » de cette formation à articuler science sociale et journalisme***

Quelques hypothèses peuvent être avancées :

La « faiblesse théorique » de la conception de Dick May de la science sociale. Eclectique et volontariste, ce style de vulgarisation, de diffusion par la base ne survit pas au mouvement général de déclin des Universités Populaires dans lequel les écoles de Dick May s'inscrivent largement.

Le mouvement des Universités Populaires, qui avait connu une très forte expansion à la suite de l'affaire Dreyfus, stagne dès 1902 et reflue à partir de 1904. L'élan dreyfusiste s'épuise. Avec l'échec du millerandisme, la classe ouvrière délaisse l'éducation pour se tourner vers le syndicalisme et l'action revendicative qui lui paraissent plus efficaces.

La relative méconnaissance par D. May des nouveaux formats de la presse, sa socialisation auprès des journalistes de « l'ancien paradigme » de la presse doctrinale.

La division du travail déjà très avancée de « l'écriture du social » entre journalistes et sociologues (avec les contraintes économiques de plus en plus fortes qui pèsent sur le monde de la presse d'où la reprise en main par les « professionnels » du journalisme et leur exigence d'« opérationnalité »).

Le manque d'intérêt de la classe politique pour ce type d'écriture et de propagande, au moment où le système électif partidaire s'impose dans la 3<sup>e</sup> République.

### ***Fin de l'histoire de Jeanne Weill***

A partir de 1911, les écrits de Dick May prennent un ton amère, le doute mine le grand projet civilisateur de la fondatrice de l'EHES : « la misère humaine est nécessaire pour enseigner aux hommes la pitié. ».

Dick May, qui a désormais 52 ans, s'éloigne progressivement de l'activisme et des sciences sociales pour se poser en moraliste et renouer avec un regard littéraire et désabusé sur la société. L'EHES qui se notabilise et s'éloigne de l'esprit dreyfusiste n'en demeure pas moins un des centres de la vie intellectuelle parisienne où se croisent artistes, universitaires, hommes de lettres et hommes politiques. La guerre de 1914-1918, en signifiant la défaite de l'humanisme et de l'esprit de progrès, vient ruiner ses aspirations déjà vacillantes. Sur le plan politique, 1917 consacre en Russie le succès du marxisme révolutionnaire, classiste, radical et centralisé, sur la mouvance libertaire. Sur le plan personnel, Dick May est affectée par la mort de sa mère, en 1919 (elle transporte alors son logement au sein même de l'école), puis par celle en 1923 de son ami Alfred Croiset, le directeur de l'Ecole depuis 1902. En 1925, elle se tue dans les Alpes lors d'une randonnée. Le quotidien local, *Le Savoyard*, rend compte de l'accident en parlant de la « mort d'une journaliste parisienne »...

### ***En sorte de bilan***

Dick May présente, malgré son progressisme scientifique et socialisant, une figure davantage ancrée dans l'utopie de la raison du XVIII<sup>e</sup> siècle que dans la réalité industrielle et ouvrière de ce long XIX<sup>e</sup> siècle. Ecrivaine parvenue à la reconnaissance sans réellement connaître le succès, la science sociale lui apparaît comme un espace vierge où il lui est possible d'occuper, grâce à la mobilisation de ses réseaux hérités et acquis, une place qui lui offre une certaine reconnaissance sociale en tant qu'intellectuelle et organisatrice. La plasticité de la science sociale, la dynamique de son émergence dans le champ intellectuel, sa connexion avec la question sociale sont autant de caractéristiques qui lui ont permis de s'investir dans cette discipline neuve et porteuse de tous les espoirs messianiques qui se formulaient à gauche pour en retirer non seulement des rétributions symboliques et sociales mais aussi des « consolations » au point de vue psychologique.

« L'échec » de Jeanne Weill et de sa conception de l'enseignement social et du journalisme n'est pas seulement un échec personnel mais celui du groupe d'intellectuels progressistes issu du dreyfusisme dont elle fait partie, groupe d'individus qui n'ont pas réussi

à dépasser la contradiction entre leur sociabilité bourgeoise et universitaire et leurs discours d'empathie avec les masses. L'étiollement du mouvement des Universités Populaires ou encore celui des Bourses du Travail, plus directement porté par les travailleurs eux-mêmes, la faible diffusion de la presse socialiste, malgré tous ses efforts pour devenir un « média populaire », sont d'autres exemples de la difficulté de diffuser le savoir (mais quel savoir ?) au sein des milieux populaires et d'éviter tout moralisme dans les relations entre intellectuels et ouvriers.